

2018-09

La journée de mobilisation du 22 mars dernier a été une réussite avec plus de 180 rassemblements et manifestations partout sur le territoire et plus de 500 000 personnes dans les rues à l'appel des organisations syndicales de la fonction publique (territoriaux, État et fonction publique hospitalière), des cheminots, des transports, de l'énergie mais aussi de très nombreuses entreprises du secteur privé. À la Banque de France, FO, le SNA et la CGT avaient appelé à l'action.

Depuis, un point commun existe entre tous les secteurs d'activité, c'est celui du refus de négocier porté par les dirigeants d'entreprises, les ministères de tutelle et, bien entendu, le gouvernement :

- Dans son communiqué du 5 avril, l'intersyndicale de la fonction publique note que le « *document intitulé « refonder le contrat social avec les agents publics » a certes encore une fois été retouché après la réunion du 29 mars en présence de Messieurs Darmanin et Dussopt. Mais, si quelques formulations nouvelles vont plutôt dans le bon sens, la quasi intégralité des objectifs fixés demeurent inchangés* ».
- À la SNCF, la première rencontre entre les représentants syndicaux et la tutelle a été qualifiée de « *mascarade* » par l'ensemble des syndicats et tous ont souligné que la grève allait non seulement se poursuivre, mais se durcir.
- Dans notre entreprise, les dernières rencontres avec le gouvernement de la Banque (visite du gouverneur Beau à Vic-le-Comte et réunion de CCE des 5 et 6 avril) ont montré l'indifférence totale de ses dirigeants aux problèmes rencontrés par les agents, qu'ils soient d'ordre professionnels ou social. Du gouverneur Villeroy-de-Galhau à ses adjoints ou Directeurs-Généraux, tous cultivent l'art du cynisme selon la définition d'Oscar Wilde : « *le cynique connaît le coût de chaque chose, mais la valeur d'aucune* ».

Alors que les salariés et retraités des EHPAD sont dans l'action depuis le 15 mars, ceux de Carrefour se sont mobilisés le week-end du 30 mars contre le démantèlement du groupe, les étudiants, les éboueurs, Air France et bien d'autres organisations rejoignent le flot des luttes, commençant à instaurer cette fameuse « convergence », tant redoutée par le patronat et le gouvernement. Le constat partagé dans tous les secteurs a conduit l'ensemble des organisations syndicales à organiser une nouvelle journée d'action le 19 avril qui, là encore, pourrait être suivie d'autres si nécessaire.

Pour faire aboutir les revendications unitaires des cheminots, de la fonction publique, des transports ou de tous les secteurs professionnels, qui ne sont pas différentes des nôtres, il nous faut construire un rapport de force à hauteur des enjeux. Le 19 avril, nous serons tous dans l'action pour la défense de nos missions de service public, pour de meilleurs salaires, pour que les entreprises, publiques comme privées, privilégient les investissements sur l'emploi, la formation, la recherche plutôt que la spéculation ou le résultat net d'exploitation.

C'est pourquoi, la CGT appelle la totalité du personnel de Chamalières, cadres, agents de maîtrise comme employés et ouvriers, à suivre un mot d'ordre de **grève de 24 heures** et à participer à la **manifestation** qui aura lieu à Clermont-Ferrand le **19 avril, à 10 h 30, place du 1^{er} mai**. Le mot d'ordre couvre la période comprise entre le 18 avril à 18 heures et le 20 avril à 8 heures.

Nous publions au verso l'appel de l'Union Départementale CGT du Puy-de-Dôme.

Chamalières, le 10 avril 2018,
le conseil syndical.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Les réformes se suivent et se ressemblent. Sous couvert de « moderniser » notre économie, le gouvernement continue de rogner sur chacun de nos droits et acquis, pour faciliter encore plus l'enrichissement des « premiers de cordée ». Mais les conséquences de ces reculs sociaux se font durement sentir et les mobilisations s'intensifient, comme s'intensifie la répression policière jusque dans les universités.

Les attaques du gouvernement et du grand patronat se multiplient contre tous les secteurs et toutes les générations : plans de licenciements, casse du code du travail et des conventions collectives, démantèlement du Service Public et de la Sécurité Sociale, augmentation de la CSG, privatisation dans de nombreux secteurs, mise en place de la sélection à l'université...

En parallèle, les entreprises du CAC 40 enregistrent des bénéfices records : 44 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires en 2017. Les plus riches le sont toujours plus et ils sont les seuls à profiter de la politique Macron : suppression de l'ISF, avantages fiscaux...

À qui profite la « reprise de la croissance » ?

Salarié-e-s, Retraité-e-s, Privé-e-s d'emploi et Jeunes, c'est toutes et tous ensemble que nous devons répondre.

La CGT propose et agit pour le progrès social, partout, pour toutes et tous.

Avec elle, agissez pour :

- L'amélioration du pouvoir d'achat, des pensions et des minima sociaux sur la base d'un SMIC à 1 800 euros.
- Le développement de l'emploi de qualité et la réduction du temps de travail à 32 heures.
- Une protection sociale intégrale .
- L'obtention de droits collectifs de haut niveau prévus dans des conventions collectives ou des statuts.
- Le développement d'une industrie et de services publics qui répondent aux besoins des populations.

La « convergence », c'est la rencontre des luttes, revendications et grèves implantées dans les entreprises.

La CGT appelle les salarié-e-s à s'organiser sur leurs lieux de travail et à interpeller leurs directions à partir de leurs revendications afin de décider ensemble de formes d'actions à mener le 19 avril pour satisfaire leurs demandes d'augmentation de salaire, d'améliorations des conditions de travail...

GRÈVE ET MANIFESTATION

JEUDI 19 AVRIL 10h30

PLACE DU 1er MAI CLERMONT-FERRAND

